



L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 14 No 4 Juin 2012



Vision 2050 SADC considère l'avenir

par Joseph Ngwawi

SADC DÉFINIT un nouveau plan de développement qui est attendu former l'ordre du jour d'intégration régionale de l'Afrique australe jusqu'à 2050.

La Vision de SADC 2050 a pour but de fournir un cadre à une vision à long terme pour la SADC comme la région cherche à se placer dans un contexte d'éditions globales et continentales émergeant comme le changement climatique, la démocratisation des Nations Unies et l'augmentation de l'instabilité financière.

Selon le président de SADC, le Président d'Angola Jose Eduardo dos Santos, l'intention est de mettre dans le mouvement un ordre du jour de développement qui tient compte de la dynamique d'événements et d'affectation d'éditions pas seulement la région Africaine australe, mais aussi le reste du monde.

"Nous proposons que notre organisation tienne, au plus haut niveau, une réflexion prolongée de notre vision et nos objectifs stratégiques dans un horizon à long terme," a-t-il dit.

Dos Santos a souligné que cela devrait atténuer des menaces potentielles des éditions globales émergeant et garantir que les objectifs stratégiques de SADC ne sont pas mis en danger.

Le président Angolais a averti que sans une position commune sur les éditions globales émergeant "nous courons le risque de la

souffrance de leurs effets indésirables tant dans tous nos pays que dans la région en masse."

La direction de croissance économique dans plusieurs états membres de SADC est sous l'influence des tendances dans les prix de marchandise globaux en raison de la haute dépendance relativement à l'exportation d'articles, surtout les minéraux en incluant du brut, de l'or, des diamants et du platine, aussi bien que du tabac, du sucre et du coton.

Par exemple, la crise globale de 2008/09 s'est ensuivie dans une réduction de la valeur minérale dans neuf économies de l'Afrique australe.

Les secteurs les plus affectés en 2009 étaient du pétrole et de l'exploitation minière, à cause de leur sensibilité aux changements de PIB globaux, ainsi l'Angola, le Botswana, la RDC, le Mozambique et la Namibie ont été négativement affectés.

D'autres pays comme le Lesotho, le Madagascar, l'île Maurice et à une mesure moindre Swaziland, qui dépendent lourdement de l'exportation de produits sensibles revenu comme les vêtements et les textiles, ont été sévèrement affectés du point de vue des retours réduits d'exportation et de la réduction de l'emploi.

POLITIQUE	3
COMMERCE	4
INFRASTRUCTURE	5
DIVERSITÉ BIOLOGIQUE	6
CHANGEMENT CLIMATIQUE	7
ÉNERGIE	8-9
UNION AFRICAINE	10
PARITE DES SEXES	11
COOPÉRATION	12
TOURISME	13
ÉLECTIONS	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

suite page 2...

Vision 2050, SADC considère l'avenir

On a renvoyé le concept aux Etats Membres pour plus de consultations et contributions.

"Les contributions de ce processus seront consolidées et soumises au Conseil et au Sommet à la réunion suivante en Août de 2012," a dit une finale communiqué du Sommet Extraordinaire.

SADC est dans le processus de conseillers engageants pour entreprendre une révision indépendante de milieu de mandat du Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional (RISDP), son plan d'intégration régional de 15 ans.

L'objectif est d'analyser la performance de SADC et identifier les défis rencontrés et les leçons apprises pendant l'implémentation du RISDP à partir de 2005 à 2010.

Une évaluation de bureau initiale du RISDP réalisé par le Secrétariat de SADC au début de 2012 a révélé que tous les secteurs ont été en mesure d'atteindre complètement ou partiellement la plupart des productions et des cibles dans les délais indiqués.

SADC a développé, a adopté et a approuvé des politiques critiques, des protocoles et des cadres, a établi des institutions exécutantes et a augmenté sa visibilité depuis l'implémentation du RISDP commencé en 2005.

Les éditions identifiées selon l'évaluation de bureau comme certains défis principaux à être adressés dans les 10 ans prochains d'exécuter le RISDP incluent le besoin de: faciliter l'implémentation au niveau d'Etat Membre; garantir des structures efficaces pour la coopération d'Etat Membre et de Secrétariat; approfondir la consultation au niveau d'Etat Membre; garantir des cibles réalistes; accomplir l'évaluation de RISDP en cours; et, s'attaquer aux contraintes de ressources humaines, financières et techniques au Secrétariat de SADC.

La révision de bureau a aussi identifié le besoin pour: l'amélioration le monitoring et l'évaluation; le courant dominant

de RISDP les éditions trans-coupantes comme le genre et le changement climatique; l'amélioration de la capacité de laboratoire d'idées du Secrétariat; le maintien de SADC comme un quai pour les positions Pan-Africaines et globales communes; et le fait de garantir la participation de parieur plus efficace et compétent.

Les contraintes de ressources humaines ont été identifiées comme un obstacle important à l'amélioration de la performance du Secrétariat.

Le Sommet Extraordinaire a noté que le Plan Majeur de Développement d'Infrastructure Régional est conclu. Cela formerait la base pour exécuter des réseaux d'infrastructure dans les secteurs clé comme l'énergie et le transport en incluant des corridors maritimes, des technologies de communication d'information, un tourisme et une infrastructure d'eau, en tenant compte des spécificités des états membres d'île.

Le sommet a approuvé une proposition d'inclure des programmes spécifiques pour développer l'infrastructure raccordant les états insulaires maritimes de la région de SADC comme faisant partie du plan majeur d'infrastructure.

"C'est malheureusement une occurrence commune que les organisations continentales Africaines négligent quelquefois les besoins d'infrastructure de son espace maritime. Pourtant en reconnaissant spécialement les besoins d'infrastructure de ses membres d'île, SADC a montré qu'il est résous d'être un chef dans la promotion de l'économie bleue," le Ministre des Affaires Etrangères de Seychelles, Jean-Paul Adam, a observé.

On s'attend à ce qu'au lancement longtemps attendu de plan de maître d'infrastructure de SADC admette que la région établit un réseau d'infrastructure transfrontière efficace, sans coutures et efficace prix pour soutenir le développement socio-économique dans les Etats Membres.

Un réseau plein de vie de transport peut accélérer l'intégration régionale aussi bien que garantir que la Région de Libre-Echange de SADC (FTA) lancé en 2008 et l'Union Douanière de SADC imminente est avec succès exécutée par le fait d'adresser des retards aux postes de frontière et au fait de promouvoir le mouvement libre de marchandises et de services à travers l'Afrique australe.

Certains des programmes que le plan viserait incluent le Pont de Kazungula reliant le Botswana, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe; la ligne de transport d'énergie proposée "le Zimbabwe la Zambie le Botswana la Namibie" qui relie les quatre pays respectifs, a doublé ZiZaBoNa; et la ligne de chemin de fer Benguela par l'Angola et la Zambie.

D'autres projets proposés arrivent des corridors de développement comme le Corridor de Dar esSalaam, la Voie navigable de Zambèze de Comté, le Corridor de Baie de Walvis et le Corridor Trans-Caprivi.

Le Sommet Extraordinaire de la Luanda a aussi dirigé le Conseil de Ministres et en particulier les Ministres de SADC responsables de la Finance et de l'Investissement, expédier le processus pour l'établissement du Fonds de Développement de SADC, qui garantirait, entre autres, la disponibilité de niveaux adéquats de ressources pour financer des programmes d'infrastructure régionaux.

La marche vers l'intégration régionale dans l'Afrique australe a été retardée par le pas lent d'implémentation de projets et programme en raison du manque de financement adéquat.

On s'attend à ce qu'au lancement longtemps attendu de plan majeur d'infrastructure de SADC admette que la région établit un réseau d'infrastructure transfrontière efficace, sans coutures et efficace prix pour soutenir le développement socio-économique dans les Etats Membres. □

SADC soutient Dlamini-Zuma pour le poste supérieur de l'UA

SADC A renforcé son soutien en faveur du Ministre d'Affaires de Famille Sud-Africain, Nkosazana Dlamini-Zuma pour le poste supérieur de Commission de l'Union Africaine (UA).

Les élections pour choisir le nouveau président de Commission de l'UA seront tenues au prochain 19ème sommet de l'UA prévu en Éthiopie en mi-Juillet.

Dlamini-Zuma conteste contre la personne exerçant une charge Jean Ping du Gabon. L'élection pour choisir le président de l'UA a été suspendue au sommet de l'UA précédent quand aucun vainqueur n'a émergé après plusieurs ronds de scrutin.

L'échec de tintement de protéger les deux tiers du vote, même comme le candidat unique dans le dernier rond, a été vu comme un vote de sans confiance comme il y avait beaucoup d'inquiétude parmi beaucoup de chefs de l'UA sur sa manipulation de conflits récents sur le continent en Côte d'Ivoire et en Libye.

SADC a dit que le temps pour l'Afrique australe pour mener la Commission de l'UA est maintenant, depuis que toutes les autres régions en Afrique ont eu l'opportunité d'occuper le poste supérieur de l'UA.

Le Nigeria, par le Vice-président Mohammed Namadi Sambo, a déjà lancé son soutien derrière Dlamini-Zuma et les états membres de SADC ont fait pression sur d'autres chefs africains pour le soutien en faveur de leur candidat.

Le Kenya a dit publiquement qu'ils veulent retenir le statut quo comme ils ont leur homme, Erastus Mwencha, comme le député du président.

Si élu, Dlamini-Zuma deviendrait la première femme à mener la commission de l'UA. □

SEAC

Le conseil consultatif pour encourager l'adhérence aux principes et aux directives d'élection de la SADC

LE CONSEIL Consultatif Électoral de la SADC (SEAC) a été taché d'encourager l'adhérence aux principes et aux directives gouvernant la conduite d'élection.

Le SEAC avec 15 membres, qui a été inauguré en Avril 2011, est mandaté de conseiller la SADC sur les questions électorales et les problèmes se rapportant à l'amélioration de la démocratie et de la gouvernance.

Adopté en Août 2004 au Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC en Ile Maurice, les principes et les directives contiennent des procédures à être suivies par les équipes d'observateur de la SADC et les normes minimales qu'un Etat Membre devrait suivre si son élection doit être déclarée libre et équitable.

Les directives électorales ont l'intention d'améliorer la transparence et la crédibilité des élections et la gouvernance démocratique aussi bien que le fait de garantir l'acceptation des résultats d'élection par toutes les parties de contestation.

Pourtant, ils ne se lient pas juridiquement, et sont serviles aux provisions légales nationales.

Ce n'est pas obligatoire pour un Etat Membre tenant des élections d'inviter une Mission d'Observateur Électorale de la SADC (SEOM) à observer ses élections. La section 3.1 des principes et des directives déclare qu'un SEOM aura un rôle seulement "en cas ou un Etat Membre juge nécessaire d'inviter la SADC à observer ses élections."

En plus du fait de garantir l'adhérence aux principes et aux directives électoraux de la SADC, on s'attend à ce que le SEAC encourage le développement, l'amélioration

et la révision de lois et de règlements électorales dans les Etats Membres de la SADC et développe des stratégies pour manipuler des disputes électorales dans la région.

Conçu premièrement en 2005, le SEAC est un corps statutaire créé sous le Comité Politique et Diplomatique Entre Pays de la SADC (ISPDC) pour conseiller aux Etats Membres sur les questions électorales.

L'ISPDC rend comte au Comité Ministériel de l'Organe (MCO) sur la Politique, la Coopération de Défense et de Sécurité, inventée par les ministres responsables des affaires étrangères, la défense, la sécurité publique et la sécurité de l'état des Etats Membres de la SADC. Le MCO rend comte au Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC.

Le SEAC est guidé selon les différents documents de la SADC, en incluant les Principes et les Directives Gouvernant les Élections Démocratiques de la SADC, comme un corps officiel de la SADC, est en mesure de se livrer avec les pays à tous les niveaux, soit gouvernemental ou non gouvernemental.

Le SEAC est composé d'un représentant de chaque Etat Membre, choisi et nommé par le MCO d'une liste nommé par les gouvernements.

Pour éviter un conflit d'intérêts, les membres du SEAC ne peuvent pas servir comme des Députés ou des ministres du cabinet; ils ne peuvent pas être actifs dans une partie politique ou s'asseoir sur n'importe quel corps d'administration d'élection.

Ils doivent être des individus d'une haute réputation avec une expérience dans des questions de

gouvernance et de démocratie et doivent être plus de 40 ans d'âge.

Le juge Tanzanien retraité John Tendwa est le président inaugural du SEAC. Hon. Tendwa mène 14 autres anciens juges, ambassadeurs, professeurs et fonctionnaires civils de la région de la SADC nommée au SEAC.

D'autres membres sont le diplomate Angolais Virgilio Marques de Faria; le Professeur Appollinaire Malumalu de la République Démocratique du Congo; Abel Leshele Thoahlane du Lesotho; le juge Malawien, Justice Maxon Mbendera; Orlanda Rafael de Mozambique; Prof. Gerard Totemeyer de la Namibie; le juge du Cour Suprême des Seychelles, Justice Bernadin Renaud; l'avocat

Zambien, Gertrude Imbwaie; et l'ambassadeur Zimbabwéen, Prof. Hasu Patel.

Le premier candidat de choix du gouvernement de Botswana, Gloria Somolekae a renoncé au poste après être nommée Membre de Parlement Spécialement Élu et Assistante du Ministre de Finance et de Développement en Planification. Le Botswana doit toujours soumettre un remplacement.

Le gouvernement Sud-Africain a redéployé sa première nomination, Ambassadeur Ajay Bramdeo et, doit donc, encore soumettre le nom d'un remplacement.

L'Ile Maurice et le Swaziland doivent toujours soumettre leurs candidats pendant que le Madagascar est sous suspension dans la participation active. □

Les Principes et les Directives Gouvernant les Élections Démocratiques de la SADC

LES PRINCIPES et les Directives Gouvernant les Élections Démocratiques de la SADC exposent les responsabilités et le code de conduite pour les observateurs d'élection aussi bien que les attentes des pays tenant des élections.

La charte dispose les principes fondamentaux suivants pour la conduite des élections démocratiques que les Etats Membres de la SADC devraient suivre, bien que non obligatoire:

- La participation complète des citoyens dans le processus politique;
- Liberté d'expression;
- Tolérance politique;
- Les intervalles réguliers pour les élections comme prévu selon les constitutions nationales respectives;
- La condition d'égalité pour toutes les parties politiques pour accéder aux mass média publics;
- La condition d'égalité pour exercer le droit de voter et être voté;
- L'indépendance du système judiciaire et de l'impartialité des institutions électorales;
- Éducation d'électeur;
- L'acceptation et le respect des résultats d'élections par les parties politiques proclamé pour avoir été libres et équitables par les autorités électorales nationales compétentes conformément à la loi du pays; et
- Le défi de l'élection comme prévu pour la loi du pays. □

Négociations d'UE-Afrique

Premier Accord d'Association Économique opérationnel ...

LES NÉGOCIATIONS sur un accord économique entre l'Afrique de l'Est et du Sud (ESA) et l'Union Européenne ont avancé en Mai où les deux parties bien entendu pour commencer à exécuter un accord provisoire.

L'Accord d'Association Économique provisoire (EPA) entre l'UE et quatre états Africains de l'Est et du Sud – l'île Maurice, le Madagascar, les Seychelles et les Zimbabwe – est entré en vigueur le 14 Mai après plusieurs années de négociations pénibles.

L'accord fournit l'approche au marché d'UE sans droits d'importation et citations pour les exportations des quatre pays, qui seront, à son tour, tenus progressivement d'ouvrir leurs marchés aux exportations européennes au cours d'une période de 15 ans, avec les exceptions de certains produits que les pays considèrent sensible.

L'accord couvre des provisions sur les règles d'origine, coopération de développement, pêcheries, instruments de défense commerciaux et règlement de dispute.

Le groupe ESA comprend les Comoros, le Djibouti, l'Éthiopie, l'Éritrea, le Madagascar, le Malawi, l'île Maurice, les Seychelles, le Soudan, la Zambie et le Zimbabwe.

Les Comoros, le Madagascar, l'île Maurice, les Seychelles, la Zambie et le Zimbabwe ont conclu l'EPA provisoire avec l'UE à la fin de 2007 et les quatre premiers pays ont signé le registre en Août de 2009 en Ile Maurice.

Les quatre pays ont maintenant accompli des pas vers la ratification donc l'accord peut être appliqué.

Tous les quatre pays qui ont opérationnalisés l'accord sont aussi des Etats Membres de SADC.

EPAs sont le commerce et les accords de développement que

l'UE négocie actuellement avec les six régions Africaines, Antillaises et Pacifiques (ACP). Ces régions sont SADC, ESA, la Communauté Économique d'États Africains Centraux (CEMAC) et la Communauté Économique d'États Africains Ouest (ECOWAS) et les groupes représentant des nations Antillaises et Pacifiques.

Ils cherchent à remplacer les chapitres commerciaux de l'Accord Cotonou 2000 entre l'UE et les pays ACP.

En 2000, les pays d'ACP et l'UE ont opté pour un commerce plus ambitieux et le rapport de développement couvrant fait

non seulement du commerce dans les marchandises, mais aussi les services, les règles concernant le commerce, l'investissement et la coopération de développement.

Les négociations sur un tel commerce complet et des accords de développement ont commencé en 2002. Pourtant, c'est devenu clair vers la fin de 2007 que ce ne serait pas possible pour toutes les régions ACP de conclure des négociations avant la fin du régime de commerce de Cotonou le 31 Décembre 2007.

Une série d'accords provisoires a été conclue pour minimiser la perturbation

commerciale pour les pays ACP émanant de l'expiration du régime de commerce de Cotonou en 2008 en maintenant le progrès vers EPAs régional complet.

L'entrée en vigueur d'EPA provisoire avec les quatre pays ESA est vue comme une pierre marchant à une affaire plus large et plus complète actuellement sous la négociation entre l'UE et la région d'ESA entière.

Pourtant, l'adhésion des groupes de négociations différents ne reflète pas l'adhésion des Communautés Économiques Régionales (RECs). Par exemple, le groupe ESA n'est pas composé de tous les pays dans l'Afrique de l'est et du sud.

De même la SADC le groupe négociant, en se composant de l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, la Swaziland et la République Unie de la Tanzanie, n'est pas aussi inventé de tous les Etats Membres de SADC.

En parlant à une cérémonie pour marquer le début du processus d'implémentation d'EPA entre l'UE et l'ESA, l'Attaché commercial d'UE, Karel de Gucht a dit que l'accord avec les quatre pays était un résultat "de dure travail de négociations" des deux côtés.

"Avec cette affaire commerciale nous espérons accompagner le développement de nos partenaires de l'Afrique de l'Est et du Sud et d'ouvrir des opportunités d'affaires mieux et durables," a-t-il dit. □

...comme les négociations continuent dans la SADC

LES DISCUSSIONS sont toujours en cours entre l'Union Européenne et le groupe de SADC pour produire un Accord d'Association Économique complet (EPA) entre les deux régions.

Les éditions différentes ont calé des négociations, en incluant comment naviguer sur l'activité commerciale complexe et nombreuse en Afrique australe en maintenant la cohérence dans la région.

D'autres défis sont comment s'occuper des services, l'investissement et d'autres éditions concernant le commerce comme les règles d'origine, aussi bien que quelques provisions textuelles du texte EPA provisoire qui semblent préférer une partie sur un autre.

La SADC le groupe négociant comprend l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, le Swaziland et la République Unie de la Tanzanie.

L'Afrique du Sud participe au groupe de SADC, mais seulement comme un observateur comme le pays a déjà un accord commercial avec l'Europe.

Les autres pays de SADC – le Madagascar, le Malawi, l'île Maurice, la Zambie et le Zimbabwe - négocié sous le groupe Africain de l'Est et du Sud (ESA), pendant que la République Démocratique du Congo est dans la Communauté Économique d'États Africains Centraux (CEMAC).

Cette approche morcelée, où SADC et d'autres régions Africaines négocient sous de différents groupes, est vue comme un du bloc trébuchant important au processus de négociation. Les experts soutiennent qu'une affaire complète pourrait longtemps être atteinte si toute l'Afrique avait négocié comme un groupe simple. □

Les Etats Membres de SADC négociant l'EPAs avec l'UE

Le Groupe de SADC	L'Afrique de l'Est et du Sud (ESA) La Communauté	Économique d'États Africains Centraux (CEMAC)
L'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, le Swaziland et la Tanzanie	L'île Maurice, le Madagascar, le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe	La République Démocratique du Congo

Notez: l'Afrique du Sud est un observateur dans le Groupe de SADC

Le Poste Frontière Inclusif de Chirundu un énorme succès

LE POSTE frontière inclusif de Chirundu entre la Zambie et le Zimbabwe a plus que réduit les temps d'attente à moitié pour les opérateurs de transport et a amélioré l'écoulement général de personnes et de marchandises conformément à l'ordre du jour d'intégration régional de la SADC.

Selon un état de situation sur l'implémentation du programme du Corridor du Nord-Sud par le Taskforce Tripartite pour la SADC, le Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), la frontière inclusif de Chirundu a, depuis son commencement en Novembre 2009, adressé des problèmes de délais à la frontière et a facilité le commerce parmi les états membres.

Par exemple, les temps d'attente ont été réduits en moyenne de 50 pour cent pour le transport des marchandises et 83 pour cent pour le transport des passagers. Ça prend maintenant environ un jour pour le contrôle des camions de transport par l'immigration et les formalités de dédouanement à la frontière comparée à trois jours auparavant.

Ça prend même moins pour les véhicules passagers – une moyenne de 30 minutes de plus de trois heures auparavant.

Le rapport a noté que des réductions supplémentaires aux temps de traversée étaient possibles par des changements supplémentaires comme les communications améliorées entre les côtés de la frontière Zambien et Zimbabween.

Conformément au plan du poste frontière inclusif, les voyageurs sont contrôlés juste une fois pour le passage dans un autre pays par contraste avec la situation actuelle où les voyageurs doivent être passés des deux côtés de la frontière.

COMESA-SADC-EAC ont choisi Chirundu il y a quelques années comme un des postes frontière pour la phase d'essai de l'initiative d'une frontière inclusive qui a l'intention de



Les camions des marchandises à la poste frontière de Chirundu.

faciliter le commerce et le mouvement des marchandises et des services dans l'Afrique de l'est et du sud et Chirundu est devenu un nouveau point de référence pour l'intégration régionale.

Ce développement adresse des problèmes de délais aussi bien que la promotion de l'écoulement lisse des marchandises par l'enlèvement des procédures opérationnelles souvent perçues "limitatives" aux frontières.

À long terme, le concept du poste frontière inclusif cherche à harmoniser la douane et les lois d'immigration aux postes frontière dans la région de l'est et australe.

D'autres ports de débarquement identifiés pour l'implémentation de ce concept incluent le poste frontière de Beitbridge reliant l'Afrique du Sud et le Zimbabwe et le poste de Kasumbalesa entre la Zambie et la République Démocratique du Congo.

On considère que Beitbridge et Chirundu sont parmi les franchissements frontaliers les plus occupés de l'Afrique sous-Saharienne avec des centaines de camions commerciaux dirigés vers le sud ou le nord traversant les deux postes frontière chaque jour.

Sous l'initiative du Corridor de Nord-Sud, le COMESA, l'EAC et la SADC ont identifiés

le remise à neuf des postes frontière comme une des initiatives d'améliorer l'infrastructure et augmenter le commerce intra-régional dans l'Afrique de l'est et du sud.

Plus de 1.2 milliards US\$ ont été levé pour exécuter le projet de Corridor du Nord-Sud, qui traverse huit pays dans l'Afrique de l'est et du sud.

Les programmes planifiés incluent la construction d'une route de plus de 8,000 kilomètres, la réhabilitation de 600 kms de chemin de fer et de moderniser le port de Dar es Salaam dans la République Unie de la Tanzanie – un des ports les plus grands et les plus occupés en Afrique. □

Les voies navigables de Zambèze de Comté pour développer le commerce en Afrique Australe

ON S'ATTEND à ce que l'établissement des voies navigables de Zambèze de Comté impliquant trois pays de l'Afrique australe promeuve le commerce dans la SADC et approfondisse l'intégration parmi les états membres.

Le Malawi, la Mozambique et la Zambie – les pays développant les voies navigables de Zambèze de Comté – ont reçu en Avril une subvention de la Banque de Développement Africaine (AfDB) par le Secrétariat de la SADC pour accomplir une

étude de faisabilité sur la navigabilité des voies navigables

Le projet de voie navigable implique la construction d'un port intérieur pour fournir un système de transport de voie navigable direct entre Nsanje au sud du Malawi et le port de Chinde en Mozambique, qui sont environ 238 kilomètres à part.

Le projet offre un trajet alternatif à l'Océan Indien pour les Etats Membres de la SADC sans accès à la mer par la Zambie, le Malawi et la Mozambique.

Le port intérieur proposé aurait une durée de vie de plus de 50 ans et serait conçu pour manipuler des différents types de vaisseaux, avec une capacité de transport de jusqu'à 48 conteneurs.

Sur l'achèvement, on pourrait s'attendre à ce que le port ait manipulé plus de 10,000 conteneurs annuellement, en réduisant ainsi les prix de transport pour les exportateurs et les importateurs des Etats Membres de la SADC sans accès à la mer qui utilisent à présent le port de Durban en Afrique du Sud comme le trajet à la mer. □

2020

Vers la protection de diversité biologique

par Kizito Sikuka

L'AFRIQUE FAIT le progrès régulier vers la réduction des pressions directes sur la diversité biologique et la promotion de l'utilisation durable de ressources minérales en protégeant de différents écosystèmes.

Le Secrétaire Exécutif de la Convention sur le secrétariat de Diversité Biologique, Braulio de Souza Dias, a dit que ce progrès devrait être maintenu et amélioré pour garantir que d'ici à 2020 les écosystèmes sont élastiques et continuent à fournir des services essentiels, en protégeant ainsi la variété de la planète de vie et en contribuant au bien-être humain et à l'éradication de pauvreté.

Le but 2020 fait partie des Nations Unies le Plan Stratégique pour la Diversité biologique et est aussi une des cibles clé des Cibles de Diversité biologique Aichi adoptées en 2010 pour adresser les causes sous-tendantes de perte de diversité biologique par la diversité biologique de courant dominant à travers tous les secteurs.

Les Cibles de Diversité biologique Aichi, par exemple, identifient cinq buts stratégiques et 20 ambitieux, cibles encore exécutables.

Leur but est d'inspirer la large action au soutien de diversité biologique pendant la décade à partir de 2011 à 2020 par tous les pays et les parieurs, en promouvant l'implémentation cohérente et efficace des trois objectifs de la Convention sur la Diversité Biologique – la conservation de diversité biologique, l'utilisation durable de diversité biologique et de partageant équitable et équitable des avantages émanant de l'utilisation de ressources génétiques.

Le fait de parler à un atelier régional récent pour l'Afrique sur le fait d'actualiser des stratégies de diversité biologique nationales et des plans d'action tenus en Éthiopie, de Souza Dias a dit

malgré les défis de réduire les pressions directes sur la diversité biologique, l'Afrique doit continuer avec la large action dans le soutien de diversité biologique.

“Quelques avances importantes ont été faites dans cette région pour promouvoir la diversité biologique et l'utilisation durable,” il a dit, en ajoutant qu'un certain nombre de pays en Afrique ont été réussis dans la diversité biologique s'intégrant dans les stratégies de réduction de pauvreté et le fait d'impliquer des communautés locales dans l'administration de régions protégées.

“Aucun de ceux-ci n'est des victoires faciles. Ils exigent des échanges parmi les intérêts de différents secteurs de société. Ils peuvent être politiquement difficiles d'accomplir et nous voudrions donc saluer ces efforts.”

Pendant que le progrès remarquable a été enregistré en Afrique, il y a le besoin pour les efforts intensifiés par tous les parieurs pour augmenter des interventions et garantir que l'Afrique et le reste du monde sont en mesure de rencontrer les cibles désirées d'ici à 2020.

Par exemple, un certain nombre de personnes dans le monde restent toujours imperturbables de la perte en cours de vie sur la terre. C'est grandement parce que la majorité des gens et les décideurs restent ignorants des contributions irremplaçables que la diversité biologique fait au bien-être humain.

Par conséquent, il y a le grand besoin d'intensifier des efforts qui encourageant la réduction de pressions directes sur la diversité biologique.

Les pays doivent aussi augmenter des efforts de promouvoir l'utilisation durable de l'environnement en protégeant de différents écosystèmes.

Les écosystèmes sont critiques à la vie humaine comme ils fournissent une variété de marchandises et de services sur lesquels les gens dépendent. Un écosystème est un système biologique se composant de tous les organismes vivants dans une région particulière et la non-vie ou des composantes inanimées avec lequel l'intermède

d'organismes comme l'air, le sol, l'eau et la lumière du soleil.

Les processus clé dans les écosystèmes incluent la capture d'énergie claire et de carbone par la photosynthèse, le transfert de carbone et d'énergie par les denrées alimentaires et la libération d'aliments et de carbone par la décomposition. □

Buts de Diversité biologique d'Aichi

- **But A**
 - Adressent les causes sous-tendantes de perte de diversité biologique par la diversité biologique de courant dominant à travers le gouvernement et la société
- **But B**
 - Réduisent les pressions directes sur la diversité biologique et réinvoquent l'utilisation durable
- **But C**
 - Améliorent le statut de diversité biologique en protégeant des écosystèmes, des espèces et une diversité génétique
- **But D**
 - Améliorent les avantages à tous des services d'écosystème et de la diversité biologique
- **But E**
 - Améliorent l'implémentation par la planification de participation, l'administration de connaissance et le bâtiment de capacité. □

Décade de Nations Unies sur la Diversité biologique

APRÈS L'ANNEE internationale 2010 de Diversité biologique, l'ONU a déclaré 2011-2020 comme la Décade sur la Diversité biologique, destinée pour promouvoir et lever la conscience du Plan Stratégique pour la Diversité biologique et les Cibles de Diversité biologique Aichi.

Les cibles sont des buts spécifiques qui sont rattachés aux larges thèmes et aux buts du Plan Stratégique.

L'objectif du plan est de garantir que les pays “prennent des mesures efficaces et urgentes pour arrêter la perte de diversité biologique pour garantir que d'ici à 2020 les écosystèmes sont élastiques et continuent à fournir des services essentiels, en protégeant ainsi la variété de la planète de vie et en contribuant au bien-être humain et à l'éradication de pauvreté.” □





La SADC soutient l'offre de la Namibie pour accueillir le Fonds du Climat Vert

LES CHEFS de la SADC ont endossé une offre par la Namibie pour accueillir le secrétariat pour le Fonds du Climat Vert à être établi selon la Convention du Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (UNFCC).

Le fonds, annoncé en Décembre 2011 à Durban, en Afrique du Sud pendant la 17ème Conférence des Parties (COP17) à l'UNFCC, cherche à soutenir la mitigation du changement climatique et les actions d'adaptation dans les pays en voie de développement.

On s'attend à ce que le fonds réunisse et débourse 100 milliard US\$ par an d'ici à 2020, commençant avec les 30 milliard US\$ à partir de 2012 pour aider la communauté globale à adresser les problèmes du changement climatique, selon l'UNFCC.

Six pays dans des différentes régions du monde ont exprimé l'intérêt d'accueillir le fonds – la Namibie, le Mexique, la République de la Corée, l'Allemagne, la Pologne et la Suisse.

On s'attend à ce que la décision sur le pays d'accueil soit fait plus tard cette année et présenté pour l'endossement à la conférence du changement climatique fixé pour Doha, au Qatar en Décembre. Le secrétariat temporaire est à Bonn, en Allemagne.

Au Sommet Extraordinaire de la SADC en Juin à Luanda, présidée par l'Angola, les chefs de l'Afrique australe ont endossé la candidature de la Namibie pour accueillir le Fonds du Climat Vert et ont agréé de mettre pression sur l'Union Africaine de soutenir la Namibie et garantir que le continent africain a un candidat unique.

Un endossement par l'UA, qui est largement attendu, mettrait plus de poids à l'application de la Namibie comme il y a eu un consensus oral parmi la communauté globale qu'un tel fonds soit situé dans un pays en voie développement, où les effets du changement climatique sont profondément senti comme les hauts niveaux de pauvreté réduit la capacité d'adaptation.

Le Ministre des Affaires Etrangères des Seychelles, Jean-Paul Adam, a dit que la Namibie est un candidat idéal pour accueillir le fonds du climat comme les petits pays aux revenus moyens sont souvent exclus dans le financement du changement climatique relativement en raison de leur haut Produit Intérieur Brut par habitant.

"L'offre de la Namibie représente un pas important dans notre quête d'équité au point de vue des mécanismes de développement internationaux," a-t-il dit, en ajoutant que l'Afrique australe et le continent africain entier "doivent être des activistes dans la lutte contre le changement climatique."

Cette approche proactive peut inclure, intensifier les efforts pour accéder le fonds en identifiant conjointement les projets qui seraient convenables pour le financement.

La recherche a montré que la plupart des financiers ont tendance à préférer des projets régionaux sur les projets de pays individuels comme les projets collectifs ont le plus large impact et promeuvent l'intégration régionale.

Les exemples des projets régionaux que la SADC pourrait considérer pour financer sous le Fonds du Climat Vert incluent la station hydroélectrique d'Inga dans la République Démocratique du Congo, le projet d'hydroélectricité de Mphanda Nkuwa au Mozambique et le projet du gaz de Kudu en Namibie.

Bien qu'il y ait eu un scepticisme de l'étendue des figures et des conditions d'accéder aux fonds, l'établissement du fonds représente un autre pas vers le fait d'adresser le changement climatique dans les pays en voie de développement.

On s'attend à ce que le Fonds de Climat Vert promeuve le changement de paradigme vers l'émission basse et les sentiers de développement élastiques de climat en fournissant le soutien aux pays en développement pour limiter ou réduire leurs émissions de gaz de serre et s'adapter aux impacts de changement climatique.

Le Conseil se compose de 24 membres, avec la représentation égale de développement et de pays développés et sera soutenu par un secrétariat indépendant pour administrer les fonds. La Banque Mondiale exercerait les fonctions de l'administrateur provisoire depuis les trois premiers ans.

L'établissement du Fonds de Climat Vert a été lancé à la conférence de changement climatique 2010 tenue en Cancun, le Mexique. sardc.net



Le Desert Namib

Tout prévu pour Rio de Janeiro 20

RIO DE Janeiro, Brésil accueillera la Conférence des Nations Unies du Développement Durable à être tenu du 13 à 22 Juin.

Rio de Janeiro doublé 20, la réunion vient 20 ans après le Sommet de la Planète Terre 1992 à Rio de Janeiro, où les membres de Nations Unies ont adopté l'Ordre du jour 21 – un plan complet d'action à être prise à l'échelle mondiale, à l'échelon national et localement par les

organisations de l'ONU, les gouvernements et les groupes importants dans chaque région dans laquelle les humains affectent directement l'environnement.

Il vient aussi une décade après le Sommet Mondial 2002 sur le Développement Durable tenu à Johannesburg, Afrique du Sud.

Dans la préparation pour Rio de Janeiro 20, l'Afrique australe est guidée par la position



Africaine qui a été adoptée en Octobre de 2011 par les ministres Africains responsables de l'environnement. La position commune demande des pays industrialisés de réaliser des engagements précédents et des promesses d'aider les efforts de l'Afrique dans l'accomplissement du développement durable. □

L'ACCÈS À l'énergie est largement considérée comme le But de Développement du Millénaire "manquant" (MDG) et la discussion parmi les experts de développement est que l'éradication de pauvreté et la condition socio-économique globale générale s'amélioreraient si l'énergie soit identifiée comme neuvième MDG.

La communauté globale a adopté huit MDG en 2000 pour améliorer les conditions socio-économiques générales dans le monde, particulièrement dans les pays en voie de développement. Ces buts varient dans la parité des sexes, l'éducation, la santé, la pauvreté et l'environnement.

Pendant qu'un progrès remarquable a été enregistré dans la réalisation de peu des buts agréés, la plupart des pays ne sont pas encore en marche pour réaliser les cibles désirées d'ici à 2015 comme prévu, en raison des différents facteurs comme les ressources limitées aussi bien que s'adresser aux défis nouveaux et émergeant en incluant le changement climatique.

Pourtant, les experts de développement soutiennent que l'omission d'énergie dans la liste des MDG originale a eu un impact sur comment le monde réagit aux problèmes du développement durable et de la réduction de pauvreté.

Le Programme de Développement des Nations Unies (UNDP), par exemple, dit que l'énergie est centrale au développement durable et aux efforts de réduction de pauvreté.

L'énergie affecte tous les aspects de développement – social, économique et environnemental, en incluant des moyens d'existence, l'accès à l'eau, la productivité agricole, la santé, les niveaux démographiques, l'éducation et les problèmes concernant la parité des sexes.

"Aucun des Buts de Développement du Millénaire ne peut être rencontré sans amélioration importante de la qualité et de la quantité des services d'énergie dans les pays en voie de développement," l'UNDP observe.

À ce propos, il y a le besoin pour la communauté globale d'intensifier les efforts qui améliorent l'accès à l'énergie comme un instrument critique dans l'acquisition de la plupart des MDGs, surtout le 1er But recherche à réduire à moitié la proportion des gens vivant dans la pauvreté d'ici 2015.

La population de la SADC totalise aux environ de 270 millions et, selon quelques estimations, juste 30 pour cent ont l'accès à l'énergie dans la forme d'électricité, surtout dans les régions urbaines.

Cette figure tombe à une moyenne de deux pour cent dans les régions rurales, où la majorité des gens vivent – loin du niveau de consommation de 35 pour cent que les chefs Africains ont promis d'accomplir à leur 8ème Séance du Sommet de l'Union Africaine en 2007.

La majorité des gens dans l'Afrique australe compte toujours sur les sources d'énergie traditionnelles en incluant le bois ou d'autre biomasse comme le gaspillage de récolte comme le combustible dominant pour la cuisine. Cela vient à un énorme prix à l'environnement comme les familles continuent à coupés les arbres pour le combustible beaucoup nécessaire.

Donc, la réalisation de l'autarcie d'énergie irait une longue voie dans l'amélioration des chances de SADC d'atteindre le MDGs et créer des opportunités pour les gens pour prospérer.

Énergie et éradication de pauvreté

L'accès à l'énergie moderne facilite le développement économique en fournissant une manière plus efficace et plus sain d'entreprendre les tâches



But de Développement du Millénaire L'accès à l'Énergie – les "manq

fondamentales du ménage et entreprendre des activités productives plus générale, souvent moins chère qu'en utilisant les produits de substitution mal organisés, comme les bougies et les batteries.

L'énergie moderne peut faire fonctionner les pompes d'eau, fournissant de l'eau potable et augmentant les productions agricoles à l'aide des machines et de l'irrigation. L'amélioration de l'accès à l'énergie propre garantira aussi que la charge féministe de fournir l'eau et la nourriture pour leurs familles est réduite.

L'énergie et l'accès à l'éducation

Dans les communautés rurales de la SADC, comme dans d'autres régions de développement du monde, les enfants passent ordinairement leur temps significatif en cueillant le bois de chauffage, en allant chercher de l'eau et en cuisinant au lieu d'aller à l'école.

L'accès aux combustibles de cuisine améliorés ou aux technologies faciliterait, donc, la présence à l'école. L'électricité est aussi importante pour l'éducation puisqu'il améliore la communication, particulièrement par la technologie informatique et en garantissant la disponibilité des besoins élémentaires comme l'éclairage.

L'Énergie et la parité des sexes

L'accès amélioré à l'électricité et aux combustibles modernes réduit la charge physique associé au fait de porter le bois et libère le temps précieux, surtout pour les femmes, en élargissant leurs opportunités d'emploi.

En plus, l'éclairage de rue améliore la sécurité de femmes et de filles la nuit, en leur permettant d'assister aux cours du soir et participer aux activités de la communauté. Les données de l'Association des Universités Régionale de l'Afrique Australe (SARUA) montrent que plus d'hommes que les femmes s'inscrivent pour l'éducation tertiaire, en dépit du fait que le dernier fait de plus du moitié de la population de la SADC.

L'éducation facilite la mobilisation de femmes et d'hommes pour participer plus complètement aux processus de développement et à la prise de décision en les équipant avec ces adresses.



e quants" du MDG

L'Énergie et la santé

La plupart des nourritures exigent la cuisine adéquate et l'accès amélioré à l'énergie permet aux maisons de faire bouillir l'eau, en réduisant ainsi des cas de maladies d'origine hydrique.

Réduire la pollution de l'air du ménage par les combustibles de cuisine et les cuisinières modernisés diminue le risque d'infections respiratoires, maladie chronique de poumon et cancer de poumon qui ont été reliés aux émanations de brûler du charbon.

L'accès amélioré à l'énergie promeut la communication et les services de transport, qui sont critiques à l'urgence de la santé publique.

L'électricité et les services d'énergie modernes soutiennent le fonctionnement des cliniques et des hôpitaux, qui peuvent réduire la mortalité maternelle et d'enfant, améliorer des soins médicaux et adresser d'autres maladies comme la malaria, le choléra et le VIH et le SIDA.

L'Énergie et l'environnement

Les cuisinières traditionnelles et les feux ouverts sont les moyens primaires de cuisine et de chauffage pour environ 70 pour cent de la population de la SADC et l'exposition à la fumée crée des milliers de morts annuellement, avec les femmes et les petits enfants plus affectés.

Cette fumée affecte aussi l'environnement et contribue au changement climatique. Les combustibles de cuisine et les cuisinières modernes plus efficaces peuvent soulager des pressions sur l'environnement provoqué par l'utilisation non durable de biomasse.

Par le Programme pour la Conservation d'Énergie de Biomasse (ProBEC), la SADC en association avec le gouvernement Allemand par GIZ, promeuvent des cuisinières de bois efficaces, d'économie d'énergie, dans la région.

L'expérience en Malawi a montré que moitié d'un tonneaux de nshima cuit, un porridge de repas de maïs épais qui est la nourriture de base dans la plupart des pays la SADC, peut utiliser jusqu'à 170 kg de bois de chauffage sur un feu ouvert pendant que la même quantité de nshima utilise 14 kg de bois quand préparé sur les cuisinières efficaces d'énergie promues par ProBEC. □



Les Buts et les Cibles

But 1 Éradiquer la pauvreté et la faim extrême

Cible 1: Réduisez de moitié, entre 1990 et 2015, les proportions des gens dont le revenu est moins d'1\$ US par jour

Cible 2: Réduisez de moitié, entre 1990 et 2015, les proportions des gens qui souffrent de la faim

But 2 Accomplir l'éducation primaire universelle

Cible 3: Garantisiez que, d'ici à 2015, les enfants partout, les garçons et les filles pareillement, seront en mesure d'accomplir un cours complet d'enseignement primaire

But 3 Promouvoir l'égalité des sexes et donner le droit aux femmes

Cible 4: Éliminez la disparité des sexes dans les écoles primaire et secondaire de préférence d'ici à 2005 et dans tous les niveaux d'éducation pas plus tard que 2015

But 4 Réduire la mortalité d'enfant

Cible 5: Réduisez par deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des moins - cinq

But 5 Améliorer la santé maternelle

Cible 6: Réduisez de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle

But 6 Combattre le VIH et le SIDA, la malaria et d'autres maladies

Cible 7: Arrêter d'ici à 2015 et commencer à inverser la propagation du VIH et le SIDA

Cible 8: Arrêter d'ici à 2015 et commencer à inverser l'incidence de la malaria et d'autres maladies importantes

But 7 Garantir la durabilité de l'environnement

Cible 9: Intégrez les principes de développement durable dans les politiques et les programmes des pays et inversez la perte de ressources de l'environnement

Cible 10: Réduisez à moitié, d'ici à 2015, la proportion des gens sans accès durable à l'eau potable sûre Target 11 : Auront accompli, d'ici à 2020, une amélioration significative dans les vies d'au moins 100 millions d'habitants des quartiers pauvres.

But 8 Développer partenariat global pour le développement

Cible 12: Développez davantage un commerce ouvert, à base de règle, prévisible, non-discrimination du système financier (incluant l'engagement à bon gouvernance, le développement et la réduction de pauvreté – tant à l'échelon national que dans le monde entier)

Cible 13: Adressez les besoins spéciaux des pays moins développés
Cible 14: Adressez les besoins spéciaux des pays sans accès à la mer et de petite pays d'île en voie de développement

Cible 15: Traiter complètement les problèmes de dettes de pays en voie de développement par des mesures nationales et internationales pour faire la dette durable à long terme

Cible 16: En coopération avec les pays en voie de développement, développez et exécutez des stratégies pour le travail décent et productif pour le jeune

Cible 17: En coopération avec les compagnies pharmaceutiques, fournissez l'accès aux médicaments abordables dans les pays en voie de développement

Cible 18: En coopération avec le secteur privé, rendez disponible les avantages de nouvelles technologies, surtout pour la communication informatique.

www.undp.org

L'Afrique et sa Diaspora prennent des mesures pour renforcer la coopération

par Danai Majaha

L'UNION AFRICAINE (UA) et les représentants de la Diaspora Africaine doit bien entendu remettre des groupes de travail de multi parieur sur pied pour renforcer la coopération dans les champs de collaboration de technologie et d'économie, en incluant des mesures pour promouvoir l'utilisation étendue de produits d'énergie renouvelables et technologies et recherche en agriculture.

C'est venu du premier Sommet de Diaspora Africain Global organisé par la Commission d'UA et a tenu en Afrique du Sud du 23-25 Mai.

Il était bien entendu que les groupes de travail, en comprenant des experts du continent et de sa Diaspora, seront mis en place avant le sommet suivant, en se concentrant sur les mesures pour renforcer la coopération économique et la science et la technologie.

Certaines des régions identifiées en exigeant la coopération ont inclus le développement d'infrastructure en Afrique, l'amélioration de liens de transport parmi les pays africains aussi bien que les mesures pour renforcer le commerce et l'investissement dans et parmi les états membres.

Un autre groupe de travail serait aussi formé pour s'attaquer aux défis faits face par l'Afrique dans la région de promotion de tourisme contre la toile de fond de la publicité internationale négative du continent.

Dans la région de science et de technologie, le sommet a résolu de remettre un comité sur pied pour promouvoir la recherche dans les technologies d'énergie renouvelables, les maladies infectieuses et la production agricole.

L'ordre du jour d'intégration régional de l'Afrique est à présent affecté par la cohérence à basse altitude de réseaux d'infrastructure et de pauvres approche à l'énergie et aux services d'information.

Le carneau de produits d'énergie renouvelables et de technologies a été lent en Afrique malgré les ressources abondantes pour produire de tels produits. Par exemple, la recherche a montré que la plupart des pays sur le continent reçoivent plus de 2,500 heures de soleil par an puisqu'il y a le soleil toute autour de l'année.

Il a été noté que pendant que la connaissance sur la technologie d'énergie solaire est étendue sur le continent, son utilisation est toujours limitée en raison des prix prohibitifs d'installation.

Avec tous leurs avantages, les systèmes solaires ne sont pas bon marché d'installer; un système typique de famille dans la région coûte n'importe où entre US\$500 et US\$1,000, selon la Banque de Développement Africaine.

Retenu le thème "Vers la Prise de conscience d'une Afrique Unie et Prospère et sa Diaspora", le sommet a aussi trouvé un programme d'action qui verra le rôle direct de la Diaspora Africaine dans les efforts de développement sur le continent et son coptions comme la sixième région du continent.

Il a été aussi résolu pour explorer la possibilité de créer un Fonds d'Investissements Africain pour adresser des défis de développement affrontant l'Afrique.

L'infrastructure totale du continent à besoin seul est estimée à environ \$60 milliards dans les 10 ans prochains.

Le sommet bien entendu pour encourager les états membres d'UA pour établir les relations plus formelles avec les nations Antillaises et Latino-Américaines, qui sont à la maison aux millions des gens de descendance Africaine.

Une Diaspora proposée le Conseil Consultatif adresserait des éditions surformantes une voûte d'inquiétude en Afrique et de sa Diaspora comme les réparations et confirmerait sur



Les Membres de l'UA et la diaspora Africaine

les engagements faits par l'Ouest à la Conférence Mondiale 2001 Contre le Racisme, la Discrimination de Race, la Xénophobie et l'Intolérance Liée (WCAR).

Les nations Occidentales riches et les institutions financières multilatérales ont promis, parmi d'autres éditions, promouvoir l'investissement dans leurs anciennes colonies africaines pour éradiquer la pauvreté parmi les victimes de racisme et développer des programmes construisant capacité pour les Africains et les gens de descendance Africaine aux Amériques et dans le monde.

En parlant pendant la séance finale du sommet, le Président Sud-Africain, Jacob Zuma a dit que le résultat de la réunion a montré devrait servir pour motiver les citoyens de continent que le destin Africain se trouve dans les mains des Africains, ou à la maison ou à l'étranger.

"Les résolutions que nous avons prises au sommet démontrent que les Africains sont plus que capables de prendre avec succès leur destin dans leurs propres mains," a dit Zuma.

Le sommet et le programme ultérieur d'action se sont développés cherché pour tirer parti des résolutions du 18ème Sommet d'UA tenu en Éthiopie

en Février où les chefs Africains bien entendu pour accélérer le développement d'infrastructure, qui est considéré comme une des colonnes de l'ordre du jour d'intégration économique du continent.

Selon la Déclaration sur le Programme pour le Développement d'Infrastructure en Afrique publiée en Février, les chefs Africains bien entendu pour augmenter le financement public d'infrastructure, les projets d'électricité importants d'outil comme l'hydro-électricité, la raffinerie et les pipelines du gaz, accélèrent la construction de maillons manquants et de modernisation de chemins de fer et augmentent la capacité de ports.

La déclaration a confié des pays Africains au développement des ressources d'énergie nouvelles et renouvelables pour fournir l'énergie propre, sûre et abordable aussi bien que l'énergie nucléaire pour l'utilisation pacifique.

L'UA a aussi identifié le commerce intra-Africain augmenté comme une autre colonne importante de son ordre du jour d'intégration régional et vise l'établissement d'une région de libre-échange continentale d'ici à 2017. □



Les Etats- Membres développent des plans d'action nationaux vers les cibles d'égalité des sexes

par Mukundi Mutasa

LES ETATS- Membres de la SADC ont été d'accord sur des mesures pour accélérer le progrès vers la cible d'une représentation égale pour les femmes et les hommes dans les structures de prise de décision politiques et autres d'ici à 2015, en incluant le développement des plans d'action nationaux.

Pendant un atelier de deux jours organisé par l'Unité de Genre de la SADC à Johannesburg, en Afrique du Sud avec le thème de " Balancer l'Échelle vers 50:50 d'ici à 2015", les délégués ont délibéré sur comment les Etats- Membres de la SADC peuvent mieux adresser les questions d'inégalité des sexes dans la prise de décision nationale.

Le but de la parité de sexe sur la représentation égale d'ici à 2015 est prévu dans le Protocole de Genre et de Développement de la SADC et, bien que le protocole n'est pas encore entré en vigueur, ceci est allié aux cibles mises par le Sommet d'Union Africaine des Chefs d'Etat et de Gouvernement en 2004 et le Sommet de la SADC des Chefs d'Etat et de Gouvernement en 2005.

L'atelier visait à faciliter le partage d'expériences par les Etats- Membres sur les mesures qui ont été mises en place pour accélérer la réalisation de parité de sexe d'ici à 2015, en fournissant une plate-forme aux Etats- Membres pour développer leur Guide National avec les actions concrètes à être prises pour exécuter le Cadre du 50:50 d'ici à 2015.

Les délégués ont été tirés des 14 Etats- Membres de la SADC en excluant le Madagascar qui est actuellement suspendu. Les partenaires du développement de l'Unité de Genre de la SADC ont été aussi représentés.

La réunion a résolu de lancer des consultations au niveau d'Etat-Membre pour galvaniser des

efforts nationaux par la domestication d'engagements régionaux et internationaux différents faits par les pays en ce qui concerne l'égalité de sexe et l'autorité des femmes.

Les Etats- Membres ont aussi résolu de conclure le processus de développer les guides nationaux qui exposent des activités et des programmes qu'ils projettent entreprendre comme ils approchent vers le délai de 2015.

Le processus vers le développement des guides national commençait pendant l'atelier quand les parieurs des Etats- Membres ont développé des avant-projets qui ont été discutés là.

Les Etats membres ont décidé de développer davantage l'avant-projet des guides par un processus de consultations nationales pour garantir la contribution est cherché de tous les parieurs et les partenaires clé.

"Balancer l'Échelle vers 50:50 d'ici à 2015"

La plupart des pays ont identifié la pression et la recommandation comme l'activité principale qu'ils entreprendraient pendant les trois ans prochains pour garantir qu'il y a le consensus national sur le besoin pour la représentation égale et la participation des femmes et d'hommes dans les structures de prise de décision.

Ils ont aussi décidés de renforcer les programmes élevant la disposition des femmes et l'entraînement sur le genre pour les structures nationales clé et les institutions, aussi bien qu'engager toutes les parties politiques d'adopter les stratégies de parité de sexe, partagent activement les meilleures pratiques et garantissent l'inspection des résultats.

Le Secrétariat de la SADC et ses partenaires coopérant comme le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) et le Forum Parlementaire de la SADC ont été encouragés à renforcer la recherche pour adresser des obstacles à la participation complète et égale de femmes dans la prise de décision; garantisiez la collection

systématique, la collation, l'analyse et la présentation de données sur les femmes dans la politique et les positions de prise de décision; intensifiez des efforts pour partager des bonnes pratiques et des expériences; et renforcez les programmes pour recommandation et pression par les parlements dans la

Profil

Monique Ohsan-Bellepeau

MONIQUE OHSAN-GOSK, a été nommée la Présidente par intérim de l'Ile Maurice le 31 Mars 2012 après la résignation de l'ancien Président Anerood Jugnauth, en devenant la première femme comme Chef d'Etat dans la SADC.



S.E. Monique Ohsan-Bellepeau S.E. Joyce Banda

La deuxième est S.E. Joyce Banda, le nouveau Président du Malawi, qui a été juré en bureau juste une semaine plus tard, le 7 Avril et a dressé le portrait dans une édition précédente du Southern Africa Today.

Madame Bellepeau est une ancienne journaliste, née en Ile Maurice en 1942 et était la première présentatrice et correspondant des informations de la télévision nationale, de 1965-67, revenant à ce poste de 1987-93.

Pendant une carrière de 30 ans dans le secteur public et privé, elle a travaillé pour des organisations et des agences différentes en incluant la Chambre de Commerce de l'Ile Maurice et était une directrice de compagnie jusqu'à sa nomination comme la Vice-présidente le 13 Novembre 2010.

Elle est devenue la première femme comme vice-président du pays quand tous les membres de l'Assemblée Nationale l'ont élue unanimement après la mort du Vice-président Angidi Chettiar.

Elle s'est jointe au Parti des Travailleurs Mauricienne en 1990 et est devenue membre du Comité Exécutif Central. Elle était Député de 1995-2000 et la Secrétaire Principal Parlementaire de 1997-2000. Elle était la Présidente du Parti des travailleurs de 2007-2010.

Mme Bellepeau fut éduquée à Quatre Bornes, en Ile Maurice, et est la fille de Ohsan, qui été un membre fondateur du Parti.

Elle a été mariée à M. Joseph Yves Bellepeau et a deux fils.

En 1997, on lui a décerné les insignes de Grand Officier de l'Ordre de l'Étoile et de la Clé de l'Océan Indien (G.O.S.K.)

SADC pour reconsidérer la Déclaration Windhoek sur une Nouvelle Association SADC-ICP



SADC A révélé des plans de reconsidérer son accord de 2006 avec les Partenaires de Coopération Internationaux (ICPs) comme faisant partie des efforts de renforcer la coopération SADC-ICP et faciliter le fonctionnement plus efficace des structures d'association.

La révision de la Déclaration Windhoek sur une Nouvelle Association SADC-ICP, annoncée par le Secrétaire Exécutif de SADC Tomaz Augusto Salomão pendant un atelier de révision de milieu de mandat du Fonds de Développement SADC-Européen la stratégie régionale tenue au Botswana, a l'intention d'apporter aux acteurs non-publics dans le courant dominant d'intégration régionale.

"Nous accélérerons des efforts vers une révision complète de la Déclaration Windhoek avec une vue au renforcement de la coopération de SADC-ICP et au fait de faciliter le fonctionnement efficace des structures d'association. Un plus grand niveau de conversations serait tenu de placer les Non Acteurs d'État dans le courant dominant d'intégration régionale," Salomão a dit.

Il, pourtant, n'a pas révélé quand la révision planifiée commencerait et combien de temps on s'attend à ce que cela prenne.

La Déclaration Windhoek sur une Nouvelle Association SADC-ICP a été adoptée à une Conférence Consultative de SADC en Namibie en 2006 et a guidé la coopération entre SADC et l'ICPs en établissant une structure institutionnelle pour le dialogue sur politique, la politique et les éditions techniques, en améliorant ainsi la coordination entre les parties pour garantir la coopération de développement plus efficace.

Cela a aussi garanti l'alignement, l'harmonisation et le fait de caréner de procédures opérationnelles, règles et d'autres pratiques dans la livraison d'assistance de

développement à SADC, aussi bien que les synergies et complémentarité de soutien fourni aux niveaux nationaux et régionaux.

Le cadre d'association a été nécessité par un changement de la politique de développement de l'Union Européenne. L'UE a depuis que 2005 avait une nouvelle politique de développement, le Consensus Européen sur le

Développement, qui définit les valeurs, les objectifs, les principes et les modalités d'aide de développement d'UE.

Sous la nouvelle politique de développement, les états membres d'UE ont résolu d'augmenter des budgets d'aide nationaux à au moins 0.7 pour cent de Revenus Nationaux Bruts des pays de donateur respectifs d'ici à 2015, une cible qui n'a pas été réalisée

auparavant et peut maintenant être hors de portée en raison de la crise financière en Europe.

SADC et l'ICPs ont fait des engagements différents du point de vue de l'implémentation du Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional de SADC (RISDP) et le Plan Indicatif Stratégique pour l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération de Sécurité (SIPO).

Le RISDP et le SIPO sont les plans de développement de 15 ans de SADC en exposant des priorités régionales dans la région de libéralisation commerciale et économique; développement d'infrastructure; sécurité alimentaire; développement humain et social; prévention de conflit; et la stabilité, la paix et la sécurité. □



SADC, le Japon renforce la coopération

SADC A signé un Mémoire de Coopération avec le Gouvernement du Japon qui fournit un cadre aux liens plus profonds et à la coopération plus proche.

"La possibilité de coopération conformément à ce mémorandum couvrira des régions différentes qui incluent l'infrastructure, le commerce, l'investissement, le tourisme, l'énergie, la technologie de communication d'information, l'agriculture, les éditions de l'environnement et le dialogue politique, parmi d'autres," SADC a dit dans une déclaration après que l'accord a été signé le registre Gaborone en Avril.

Le Japon est déjà activement impliqué dans l'eau de SADC et le programme de système sanitaire aussi bien que dans la science et la technologie et le développement d'infrastructure.

Le mémorandum suit le Séminaire d'Investissement d'Infrastructure de Japon-SADC tenu à Tokyo en Mars pendant

lesquelles les deux parties bien entendu pour monter une identification de projet et un mécanisme consécutif comme faisant partie des mesures pour renforcer l'implémentation d'infrastructure projetée en Afrique australe.

C'était bien entendu, parmi d'autres éditions, que l'identification de projet et le mécanisme consécutif se composeraient des représentants du Groupe des Ambassadeurs du Groupe de SADC basés à Tokyo (aidé par le Secrétariat de SADC) et le gouvernement japonais (aidé par la communauté d'affaires japonaise).

Le mécanisme consécutif devrait être développé et incorporé dans le cycle de planification annuel du Secrétariat de SADC pour garantir la continuité de projets.

Le gouvernement japonais a réaffirmé son soutien en faveur de l'infrastructure de SADC



dans le cadre du Tokyo la Conférence Internationale du Développement Africain (TICAD) IV et le Plan d'Action et de Déclaration Yokohama de 2008.

Les projets étaient d'être présentés à la Réunion de Suite Ministérielle TICAD tenue en Mai au Sénégal aussi bien qu'au Conseil de SADC suivant de réunion de Ministres programmée pour Mozambique en Août.

On s'attend à ce qu'au lancement longtemps attendu du Plan Majeur d'Infrastructure Régional de SADC plus tard cette année guide le développement d'infrastructure clé comme la route, le rail et les ports.

Le plan majeur permettrait à la région de développer un réseau d'infrastructure transfrontière qui marque la limite efficace, sans coutures et efficace prix qui promeut la croissance socio-économique dans les Etats Membres. □

Connaissez l'Afrique australe SADC pour reconsidérer le rôle de RETOSA



SADC A résolu de reconsidérer le rôle de l'Organisation de Tourisme Régionale de l'Afrique du Sud (RETOSA) pour garantir que le corps devient plus efficace dans la promotion du tourisme dans la région.

RETOSA est un corps de SADC responsable de la promotion et du marketing de tourisme dans la région.

Il réunit 14 Etats Membres – l'Angola, le Botswana, la République Démocratique du Congo, le Lesotho, le Madagascar, le Malawi, l'Ile Maurice, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la République Unie

de la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe – pour fournir un quai unifié pour commercialiser les attractions touristiques de la région.

En se rencontrant en Grand Baie, l'Ile Maurice à leur réunion annuelle, les ministres de SADC responsables du tourisme ont souligné l'importance de coopération régionale dans le marketing collectif de SADC dans le cadre de RETOSA.

Les ministres ont dit qu'il y a le besoin de réexaminer, parmi d'autres, la structure de RETOSA, son financement, ressource, priorités et le fait de placer institutionnel pour

garantir qu'il sert des Etats membres et le secteur efficacement pour livrer sur son autorité.

Les ministres ont approuvé et ont ordonné qu'une étude à être accomplie pour fournir une analyse détaillée de comment restructurer l'organisation pour devenir plus efficaces, avec une vue à l'amélioration de l'esprit de compétition de la région comme une destination de tourisme.

Comme une voie en avant il a été résolu qu'une réunion ministérielle extraordinaire a été convoquée avant le Décembre de 2012 "pour reconsidérer les

résultats du processus d'évaluation de RETOSA, avec la vue au fait d'exécuter ses résolutions sur la question sans retard."

SADC a une abondance de merveilles naturelles qui donnent un bord comparatif à la région. Pourtant, peu a été fait pour exploiter ce potentiel et augmentation d'arrivées.

Par exemple, la plupart des Etats Membres de SADC ont toujours des trous dans l'infrastructure de tourisme et manquant de la capacité pour investir dans un tel équipement. Quelques pays ont aussi de vol pauvres fréquences de vol internationales et des liens intérieurs de transport.

Pendant ce temps, un rapport sur la performance de secteur de tourisme Africaine australe présentée aux ministres a demandé une révision et une harmonisation des cadres existants et des stratégies pour la croissance de tourisme et le développement dans la région.

C'est dans la lumière du fait que l'environnement de tourisme régional fait face à la compétition grandissante des destinations touristiques émergent. Il est, donc, l'impératif que la région affronte de tels défis faits en formulant et en exécutant une croissance de tourisme régionale et une stratégie de développement.

Les ministres ont dit qu'il y a le besoin de développer le marketing collectif de la région de SADC comme une destination simple mais à multiples facettes dans les marchés émergent comme le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie, pour laquelle un routier doit être développé en servant de tremplin aux paquets de tourisme de SADC dans ces marchés.

Les ministres ont aussi apprécié la nouvelle marque de destination de RETOSA avec la ligne de prise "Connaissez l'Afrique australe" pour être lancé et étiré avant le Septembre de 2012. □



SADC le progressant pour libéraliser le transport aérien

L'AFRIQUE AUSTRALE fait le progrès significatif vers l'implémentation complète de la Décision Yamaoussoukro (YD) sur la Libéralisation Aérienne de Transport, selon les ministres de tourisme de SADC se rencontrant en Grand Baie, l'Ile Maurice.

Les ministres ont noté que l'interprétation de politiques qui endossent l'implémentation YD est nécessaire de promouvoir le tourisme dans la région, aussi bien que s'approprier des réformes juridiques et institutionnelles qui facilitent la libéralisation des cieus.

"Les Etats Membres ont fait le progrès substantiel avec les réformes causant le statu de politiques qui endossent l'implémentation YD, s'approprient des réformes juridiques et institutionnelles pour faciliter le processus de libéralisation et que la

libéralisation de plus des cieus était nécessaire si efficace et a coûté l'approche efficace aux destinations de tourisme doit être rendu compte," ont dit les ministres dans une déclaration après leur réunion.

Adopté peu d'années en arrière, l'YD encourage des pays à déréguler leurs services aériens et promouvoir des marchés aériens régionaux ouverts à la compétition transnationale.

Pourtant, il y a eu quelques peurs que cette libéralisation des cieus pourrait exposer des camionneurs nationaux non-compétitifs aux normes opérationnelles qu'ils ne les rencontreront pas probablement,

pousseront dorénavant des affaires.

Malgré cela, les pays de SADC ont continué à exécuter l'YD pour améliorer la sécurité aérienne et promouvoir la croissance économique.

En ce qui concerne les arrivées, l'YD a la capacité pour promouvoir des arrivées de touristes comme une politique de cieus ouverts garantirait que les visiteurs d'autres marchés source ne font pas de rencontres de défis de voyage provoqués par moins de compagnies aériennes assurant l'entretien d'un détail parce qu'un pays n'est pas ouvert aux compagnies aériennes étrangères.

Les ministres ont conseillé aux Etats Membres de continuer à exécuter d'autre développement d'infrastructure et projets d'aide de frontière le long des corridors de SADC pour promouvoir le tourisme dans la région. □





L'alliance d'opposition forme le nouveau gouvernement après les élections de Lésoto peu concluantes

par Joseph Ngwawi

LE CONGRES Démocratique (DC) d'ancien Premier Ministre Pakalitha Mosisili a balayé à la victoire au cours des élections nationales attendues le 26 Mai au Lésoto, mais a manqué de protéger une assez large marge pour former un gouvernement.

Le DC a gagné 41 des 80 circonscriptions électorales contestées contre environ 26 places pour l'opposition principale la Convention All-Basotho (ABC) mené par l'ancien Ministre des Affaires étrangères Thomas Thabane, selon les résultats finaux publiés par la Commission Électorale Indépendante (IEC) du Lésoto.

Ancienne partie dirigeante, le Congrès de Lésoto pour la Démocratie (LCD) pourrait seulement diriger 12 places pendant que le Front populaire pour la Démocratie (PFD) mené par Lekhetho Rakuoa a reçu une place.

Pourtant, en raison du système électoral compliqué du Lésoto, le DC a manqué de gagner assez de votes pour former un nouveau gouvernement.

Le Lésoto a un 'membre mélangé la représentation proportionnelle' le système électoral sous lequel la plupart des Députés sont choisis dans les circonscriptions électorales, mais le reste sont alloués selon les listes de partie.

Sous ce système, 80 parlementaires dans les circonscriptions électorales de membre simple sont choisis en utilisant le système "d'abord devant le poste" pendant que la conservation 40 est élue d'une circonscription électorale nationale utilisant la liste de partie la représentation proportionnelle.

Le dernier est utilisé pour déterminer le nombre de places que chaque partie recevrait si le système était complètement proportionnel. Le nombre total



les électeurs en Lesotho

de suffrages exprimés sur le bulletin de vote de partie est divisé par les 120 places en jeu dans l'Assemblée Nationale pour déterminer combien de places chaque partie mérite de recevoir.

En utilisant ce système, le DC a reçu des sept places supplémentaires pour apporter son total à 48 ou juste 40 pour cent des 120 places parlementaires. Ç a été au-dessous des 61 devait former un gouvernement.

Mosisili a démissionné après les chefs d'alphabet, LCD et Partie Nationale de Basotho (BNP) bien entendu pour former une alliance qui leur a donné une majorité absolue au parlement et au droit de former un gouvernement de coalition.

L'accord a vu le chef d'ABC Thomas Thabane devenir le premier ministre pendant que le président de LCD Mothetjoa Metsing est devenu le député du premier ministre. Le chef de BNP Thesele Maseribane, dont la partie a reçu cinq places, a été nommé le Ministre de Jeune, Sports et Loisirs dans un cabinet de 19 membres annoncé le 15 Juin.

Mosisili de 67 ans a été le Premier Ministre du Lésoto depuis le Mai de 1998.

Plus de 900 candidats, le comprenant de 942 qui ont été nommés par 18 partie et 21 candidats indépendants, ont pris part au cours des élections.

Les élections ont été décrites

comme crédibles, libre et équitable par la Mission d'Observateur d'Élection de SADC (SEOM).

"C'est la vue générale de SEOM que les élections ont été accomplies dans une manière ouverte et transparente. SEOM a été impressionné par la patience d'électeurs qui ont été en mesure d'exprimer leur franchise paisiblement, librement et sans obstacles dans tous les bureaux de vote," le chef de la mission et du Député Ministre sud-africain de Relations Internationales et Coopération, Ebrahim Ismail Ebrahim, a dit.

Elections d'Angola prévu pour le 31 Août

LES ELECTION parlementaire angolais sont mis pour le 31 Août, selon un décret par le Président Eduardo dos Santos.

Dos Santos a aussi annoncé le rendez-vous d'Edeltrudes Costa comme le président provisoire de la Commission Électorale Nationale (CNE). Ancien président de CNE a dû se retirer après que les partis d'opposition ont défié son rendez-vous depuis que elle n'était pas un juge. La loi Angolais exige qu'un juge mène la commission.

On s'est attendu à ce qu'à la nomination de candidats ait couru du 31 Mai au 19 Juin, selon la Cour de justice Constitutionnelle du pays.

L'Assemblée nationale de l'Angola a 220 membres, élus

Certaines des inquiétudes levées par les parieurs de Lésoto sur le processus électoral ont inclus des allégations de contradictions quant aux acronymes de partie et aux noms de candidat sur les bulletins de vote, les problèmes avec le rouleau des électeurs, l'intimidation pendant le processus électoral et les mass-média polarisation.

Le SEOM a été officiellement lancé le 12 Mai 2012, par Ebrahim en présence du Secrétaire Exécutif de SADC, Tomaz Augusto Salomão et d'autres parieurs au Lésoto.

Plus de 70 observateurs du Secrétariat de SADC, l'Angola, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud, la Tanzanie et le Zimbabwe ont été déployés dans tous les districts du Lésoto.

Le lancement de SEOM était à l'invitation de l'IEC et était en accord avec les provisions des Principes de SADC et des Directives Gouvernant des Élections Démocratiques. □

pour un terme de quatre années, 130 membres par la représentation proportionnelle et 90 membres dans les districts de province.

Une nouvelle Constitution adoptée en 2010 stipule que le président n'est plus élu directement, mais par l'Assemblée Nationale et qu'il ou elle est toujours le président de la partie qui a obtenu le plus haut nombre de votes au cours des élections parlementaires.

Les dernières élections parlementaires tenues en Septembre de 2008 ont été gagnées par le Mouvement Populaire de Santos dos pour la Libération de l'Angola (MPLA). □

L'AFRIQUE AUJOURD'HUI
 SADC AUJOURD'HUI Vol 14 No 4 Juin 2012

SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
 SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
 Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
 Adél: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
 Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION
 Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu, Stalin Tazvitya, Phyllis Johnson, Patience Ziramba, Ndiyavhonga Ndou, Tanyaradwa Chiwara, Danai Majaha.

CONSEILLER À LA RÉDACTION
 Chef de l'Unité de Communications d'Entreprise, SADC
 Leefa Penephifo Martin

TRADUCTION
 Thania Muco

SADC AUJOURD'HUI est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Étrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.

© SADC, SARDC, 2012

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
 Toney Ngwenya

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS
 P1 human-3d.com, filmwerkstatt.com, infoafrica.com, nampart.com, amazingvictoriafalls.com; P5 talkzimbabwe.com; P6 zeitnews.org, usmra.com, si.edu.gif, cbd.int; P7 hiteforums.com, enderra.com, craftingchaos.com, tekearth.com; P8 solarfine.com; flickr.com; P10 Mukundi Mutasa; P12 rollingout.com, looksharpstore.co.nz.gif, kpmssupply.com; P13 airplane-pictures.net, offshoreodysseys.com, postcolonialwen.org, animaldiscoveryonline.com; P14 library.thinkquest.org, mq.co.za; P16 zazzle.co.nz, focusafrica.com

Abonnez-vous aujourd'hui
 SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées à:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
 15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
 Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
 Adél: sadctoday@sardc.net
 www.sardc.net Connaissance pour le Développement

SARDC
 Southern African Research and Documentation Centre
 www.sardc.net
 Knowledge for Development

Calendrier des Événements Juin- Août 2012

<p>Juin 7, Ethiopie</p>	<p>Le lancement du 5ème Perspective D'Environnement Globale (GEO 5) Le GEO 5, publié selon le Programme d'Environnement de l'ONU (UNEP), fournit une analyse de l'état et des tendances dans l'environnement global et la performance du monde à la rencontre des buts clé convenu dans le monde entier pour développer l'environnement. La contribution pour la région de la SADC a été produite par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) comme Centre Collaborant de l'UNEP pour l'Afrique Australe.</p>
<p>13-22, Brésil</p>	<p>La Conférence sur le Développement Durable de L'ONU (Rio+ 20) La conférence à Rio de Janeiro offre une opportunité pour la communauté globale de renouveler ses engagements à la promotion du développement durable et adresser des défis nouveaux et émergents comme le changement climatique. La conférence reconsidérera le progrès depuis le premier Sommet de la Planète Terre tenu à Rio de Janeiro en 1992 et le Sommet Mondial sur le Développement Durable à Johannesburg, Afrique du Sud, en 2002.</p>
<p>26-28, Allemagne</p>	<p>Forum d'Énergie Africain Les experts d'énergie exploreront des voies que l'Afrique, comme un des marchés émergeant les plus rapides dans le monde, peut satisfaire la demande augmentée de l'énergie pour garantir le développement durable.</p>
<p>Juillet 2-5, Afrique du Sud</p>	<p>Ponts Afrique La conférence discutera les opportunités et les défis dans le développement et la maintenance des ponts et des réseaux routiers en Afrique.</p>
<p>6-13, Seychelles</p>	<p>La 49ème Réunion du conseil d'administration de la RETOSA L'Organisation de Tourisme Régionale de l'Afrique Australe (RETOSA) se rencontrera pour discuter la stratégie pour développer le tourisme dans l'Afrique australe. Les délégués des 14 états membres de la RETOSA discuteront des problèmes se rapportant à la croissance et à la stratégie du tourisme régionale, en incluant l'infrastructure du tourisme régionale et un plan majeur du tourisme pour la région.</p>
<p>11, Namibie</p>	<p>La conférence de ZIZABONA La conférence cherche à attirer des investisseurs au projet de ZIZABONA. Les lignes de transmission relient quatre pays de la SADC – le Zimbabwe, la Zambie, le Botswana et la Namibie – et cherchent à réduire la congestion sur le corridor central.</p>
<p>15-16, Ethiopie</p>	<p>Le 19ème Sommet de l'Union Africain Les Chefs d'Etat et de Gouvernement Africains se rencontreront pour la 19ème Séance Ordinaire de l'Union Africaine, précédée par les conférences de l' "Amélioration dans le commerce Intra Africaine " et l' "Année de Valeurs Partagées 2012".</p>
<p>16-19, Afrique du Sud</p>	<p>Le Congrès d'Exploitation Minière d'Afrique Le congrès se concentrera à trouver des projets d'exploitation minière qu'il y faut et d'accéder au fonds et la finance en Afrique et au fait de garantir la production efficace et d'exécuter la meilleure pratique dans l'exploitation minière.</p>
<p>19-20, Chine</p>	<p>5ème Réunion de FOCAC chinoise On s'attend à ce qu'au 5ème Sommet du Forum sur la Coopération Chine- Afrique (FOCAC) adopte une série de nouvelles mesures et des cibles pour le développement de coopération d'Afrique- Chine pour la période 2013-2016 et un plus fort foyer sur le développement régional et le développement de la jeunesse.</p>
<p>Août A confirmer, Mozambique</p>	<p>Le Sommet de la SADC Les chefs de la SADC se rencontrent annuellement en Août/Septembre pour discuter des questions visées à la promotion de l'intégration et du développement régionale. Le Sommet est précédé par les réunions de fonctionnaires supérieurs et de Conseil de Ministres.</p>
<p>27-30, Afrique du Sud</p>	<p>L'Afrique Solaire Les experts d'énergie convergeront et discuteront sur comment augmenter le carneau d'énergie solaire.</p>

50 Ans

L'Indépendance de la Mozambique 50 ans depuis la formation de FRELIMO en 1962

LE FRONT pour la Libération de la Mozambique (FRELIMO) a été fondé au Dar es Salaam, la Tanganyika à cet époque-là, en Juin 1962 où trois organisations nationalistes ont fusionné dans un large mouvement de libération sous la direction d'Eduardo Chivambo Mondlane.

FRELIMO a lancé la lutte armée pour l'indépendance du Portugal deux ans plus tard, le 25 Septembre 1964, quand les cadres formés en Algérie ont allé en action pour la première fois dans la province du Nord de Cabo Delgado après avoir infiltré à travers la frontière de la Tanganyika (qui avait fusionné avec Zanzibar quelques mois plus tôt pour former la République Unie de la Tanzanie).

En 1965, l'action militaire contre l'armée coloniale portugaise s'était étendue vers la province voisine de Niassa et FRELIMO a pu ouvrir des fronts dans la région de Tete deux ans plus tard. En réaction, le Portugal a engagé beaucoup plus de troupes, réserves militaires et fonds d'aides militaires au territoire.

Mondlane a été assassiné le 3 Février 1969 avec une paquet de bombe envoyée à lui à Dar es Salaam par la police de sécurité portugaise, le PIDE. Samora Machel est devenu le président de FRELIMO en 1970 et a dirigé la lutte pour la libération vers son achèvement, négociations, transition et indépendance le 25 Juin 1975, en devenant le premier Président de la Mozambique.

Il a affirmé le soutien de la Mozambique en faveur des mouvements de libération en Angola, Afrique du Sud, Namibie et Zimbabwe et son gouvernement FRELIMO a fourni une base arrière et d'autre équipement, surtout pour le Zimbabwe et l'Afrique du Sud avoisinant.

Son soutien implacable en faveur de la libération des pays avoisinant lui a causé être une cible de l'Afrique du Sud permettant l'apartheid et il a été tué quand son avion a eu un accident juste à travers la frontière sud-Africaine le 19 Octobre 1986, cru avoir été tiré du cours par une balise fausse.

FRELIMO et les autres mouvements de libération ont reçu le soutien du Comité de Libération de l'Organisation de l'Unité Africain (OAU) basé en Tanzanie, qui a coordonné le soutien financier et matériel international.

Le point de détournement dans la lutte pour l'indépendance de la Mozambique était le coup d'Etat au Portugal le 25 Avril 1974 où le Mouvement des Forces Armées Portugais a renversé le régime militaire à Lisbonne.

C'a été provoqué partiellement par le mécontentement des recrutés envoyés pour défendre les "territoires d'outre-mer du Portugal" en Afrique, particulièrement parce qu'ils perdaient la guerre contre FRELIMO en Mozambique.

Les négociations entre les Portugais et les représentants du FRELIMO menés à la conclusion d'un accord d'indépendance signé en Zambie le 7 Septembre 1974, maintenant commémoré comme le Jour de Victoire, en marquant le début d'une transition dirigé par le Premier ministre Joaquim Chissano, qui fut Président à partir de 1986 à 2005.

S.E. Armando Emilio Guebuza, maintenant le Président de la Mozambique, a rejoint FRELIMO à 20 ans peu après la guerre a commencé et est montée vite pour devenir un membre de la direction supérieure, le Politburo et un commandant supérieur dans la guerre. Guebuza a été élu le Président en 2004 et réélu en 2009.



Se souvenant de Seretse Khama

LA JOURNÉE de Monsieur SERETSE Khama est un jour férié national pour honorer le Président de la fondation du Botswana, Seretse Khama, qui est né le 1er Juillet 1921 à Serowe, le fils de Khama Sekgoma et le petit-fils de Kgosi (le Chef) Khama III des gens Bangwato. Il est devenu le Chef après leurs morts, à l'âge de quatre ans, avec son Oncle Tshekedi Khama interprétant comme le régent.

Il a mené son pays à l'indépendance le 30 Septembre 1966, en mettant fin à son statut comme "un protectorat" britannique et en devenant le premier Président du Botswana. Il était actif dans le groupement des Front d'États avec les chefs de l'Afrique australe qui se sont opposés à l'apartheid dans l'Afrique du Sud avoisinant et ont soutenu les mouvements de libération dans la région. Il était un avocat principal à l'intégration régionale et le siège social de la SADC est trouvé à Gaborone, en Botswana.

Khama est mort le 13 Juillet 1980, peu après la participation à la formation du précurseur de la SADC, la Conférence de Coordination de Développement de l'Afrique Australe (SADCC) le 1 Avril cette année. Il a été survécu par sa femme, Ruth et quatre enfants, dont un, son fils aîné Chef Seretse Khama Ian Khama, est devenu le Président du Botswana en 2008.

JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Juin- Août 2012

5 Juin	Journée de la Libération	Seychelles
16 Juin	Journée de la Jeunesse	Afrique du Sud
18 Juin	Journée National	Seychelles
23 Juin	Corpus Christi	Seychelles
25 Juin	Journée de l'Indépendance	Mozambique
26 Juin	Journée de l'Indépendance	Madagascar
29 Juin	Journée de l'Indépendance	Seychelles
30 Juin	Journée de l'Indépendance	RDC
1 Juillet	Journée de Sir Seretse Khama	Botswana
2 Juillet	Jour Férié	Botswana
	Journée des Héros	Zambie
3 Juillet	Journée de l'Unité	Zambie
6 Juillet	Journée de l'Indépendance	Malawi
7 Juillet	Journée de l'Industrie de Saba Saba	Tanzanie
16 Juillet	Journée du Président	Botswana
17 Juillet	Jour Férié	Botswana
	L'anniversaire du Roi	Lesotho
22 Juillet	L'anniversaire de l'ancien Roi Sobhuza	Swaziland
6 Août	Journée des Fermiers	Zambie
8 Août	Journée des Paysans de Nane Nane	Tanzanie
9 Août	Journée National des Femmes	Afrique du Sud
13 Août	Journée des Héros	Zimbabwe
14 Août	Journée des Forces Défensive	Zimbabwe
15 Août	Journée de l'ascension	Madagascar, Ile Maurice, Seychelles
17 Août	Journée de la SADC *	Tous
19 Août	Eid-UI-Fitr**	Ile Maurice, Tanzanie
26 Août	Journée des Héros	Namibie
27 Août	Jour Férié	Namibie

* La journée de la SADC n'est pas un jour férié mais une commémoration de la signature du Traité de la SADC le 17 Août 1992

**La date Exact dépend sur l'observation de la Lune

Un avenir partagé au sein d'une communauté régionale